

sauvés aux États-Unis. Les pays d'accueil, le Costa-Rica et le Honduras en particulier, n'ont pas les ressources voulues pour répondre aux besoins des réfugiés.

Au Nicaragua, un état d'urgence imposé à cause de la guerre livrée par les *contras* a entraîné une restriction des libertés civiles, y compris la liberté de presse; on a signalé des cas de détention arbitraire, et l'on a confirmé de sérieuses violations des droits de la personne. Cependant, les escouades de la mort n'ont pas poursuivi leurs activités au Nicaragua, contrairement à ce qui s'est passé au Salvador et au Guatemala (où elles interviennent toutefois moins souvent depuis l'établissement officiel d'un gouvernement civil). Qui plus est, le gouvernement sandiniste a aboli la peine de mort, et les officiers militaires ayant été reconnus coupables d'avoir violé les droits de la personne ont écopé de sentences exemplaires.

La région dépend encore plus qu'auparavant du financement extérieur. Le Salvador, par exemple, recevait environ deux millions de dollars par jour des États-Unis en 1986. La majeure partie de cet argent a servi à financer la poursuite de la guerre, mais les fonds ont également permis de payer la plupart des frais administratifs du gouvernement et de maintenir le secteur privé à flot. Le Costa-Rica et le Honduras dépendent beaucoup eux aussi de programmes d'aide américains; quant à lui, le Honduras doit en outre compter avec la présence sur son territoire des plus importantes bases *contras*. Entre-temps, le Nicaragua est devenu de plus en plus assujéti au bloc soviétique, à mesure que les effets de l'embargo commercial et financier imposé par les États-Unis se sont faits sentir.

Aux yeux du groupe de Contadora, la dépendence économique-militaire des pays centraméricains constitue l'obstacle central au processus de paix. C'est pourquoi les projets de traité n'abordent pas isolément les aspects militaires du conflit: ils portent aussi sur la nécessité d'instaurer la coopération dans la région et de résoudre les problèmes socio-économiques dans le cadre d'une démarche globale qui visera à rétablir pour de bon la paix et la sécurité en Amérique centrale. Abondant dans le sens de l'analyse produite par le groupe de Contadora, les participants à la Table ronde ont demandé que des tierces parties et des groupes multilatéraux prennent diverses initiatives pour donner aux pays centraméricains plus de latitudes de sorte qu'ils puissent faire avancer les négociations, appliquer les accords et progresser sur la voie de la démocratie politique et de l'équité sociale.

3. La politique canadienne

Avant la réunion des chefs d'État centraméricains au Guatemala, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (SEAE), M. Joe Clark, a